

PROCÈS DE L'AFFAIRE DE DÉTOURNEMENT DE 3 200 MILLIARDS DE CENTIMES DE LA BNA

L'énigme Achour crée l'événement au tribunal de Sidi-M'hamed

Un silence religieux règne dans la grande salle d'audience. L'assistance est tenue en haleine. Achour Abderrahmane se défend sans relâche. Il use de tous les arguments. Tantôt en arabe, tantôt en français, il plaide non coupable. «Je refuse d'endosser une responsabilité qui n'est pas la mienne. Montrez-moi un seul chèque des 1 589 considérés comme sans provision et je serais prêt à me faire couper la tête», lance-t-il à l'adresse du président du tribunal criminel. L'audition de «l'homme d'affaires» de Koléa a duré près de deux heures. Incontestablement, son passage à la barre a constitué le fait marquant de ce sixième jour du procès.

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) -L'audition de Achour Abderrahmane était très attendue par l'assistance. Lorsque le président du tribunal criminel cite son nom et l'invite à se présenter à la barre, une ambiance particulière s'ensuit. Le crâne rasé et portant un chemisier bleu ciel, il entame son intervention. Il saisit l'opportunité, en saluant la composante du tribunal criminel ainsi que le représentant du ministère public avant de se lancer dans les débats : «Je ne peux entamer mon explication sur cette affaire sans porter à votre connaissance, M. le président, que le juge d'instruction n'a pas jugé utile de me montrer les fameux chèques sans provision pour lesquels je suis aujourd'hui devant le tribunal criminel. Si je suis reconnu auteur de ce détournement ou coupable d'avoir émis des

chèques sans provision, qu'on me donne la preuve de cette accusation. Où se trouve le corps du délit ? Doit-on juger un assassin dont l'arme du crime et la victime sont inexistantes ?», se demande Achour.

Le procès s'emballe. Le principal accusé dans cette affaire poursuit son «offensive». Les 83 pages de l'arrêt de renvoi ainsi que le rapport d'expertise sont gravés dans sa mémoire. Il se rappelle même des propos tenus par les autres prévenus. Mieux encore, il cite des articles du code pénal et de procédures pénales, démontrant ainsi aux membres du jury du tribunal criminel que «cette affaire est montée de toutes pièces pour me porter préjudice». «C'est un détournement imaginaire», n'a-t-il cessé de lancer à l'adresse du tribunal criminel.

«Montrez-moi les chèques sans provision et je serais prêt à me faire couper la tête»

Né le 30 juillet 1966 à Sidi-M'hamed, Achour Abderrahmane porte la responsabilité du scandale à la banque BNA. «Pourquoi la banque ne m'a jamais informé de l'inexistence de liquidité dans mon compte ? Moi, je suis commerçant, pas banquier. Et puis, cet argent que vous considérez comme détourné n'est autre que le chiffre d'affaires de toutes les opérations que j'ai effectuées», explique-t-il au président du tribunal, lorsque celui-ci lui demande où se trouve l'argent détourné.

La tension est montée d'un cran. Le temps passe vite. L'audition de Achour dure depuis une quarantaine de minutes. A chacune de ses réponses, il revendique les fameux 1 589 chèques. Sentant la «domination» du prévenu, le président du tribunal criminel tente de le réorienter. En vain, Achour conserve son calme. Les Robes noires suivent de près son intervention. Cette dernière est perçue comme une véritable plaidoirie avant l'heure.

Le président du tribunal tente de maintenir la «pression» sur le prévenu dans le but de lui arracher des aveux. Il le pousse à la contradiction, en lui citant les propos tenus par les autres prévenus. Il lui évoque également sa «fuite au Maroc» ou encore «sa stratégie à vouloir disposer de procurations de gestion appartenant à d'autres personnes aujourd'hui poursuivies dans la même affaire». «Encore une

fois, M. le président, je ne suis nullement concerné par cette affaire de détournement imaginaire. Supposons que je sois coupable, pourquoi n'a-t-on pas alors montré le corps du délit, s'interroge-t-il. Et d'ajouter : «Je défie quiconque y compris les responsables de la BNA de me donner le moindre chèque émis par mes sociétés et qui prouve que je suis débiteur ! Je suis parti au Maroc au lendemain d'un appel téléphonique anonyme m'informant que je serais condamné par le tribunal de Chéraga avec mise sous mandat de dépôt à l'audience dans une affaire commerciale. Quelques jours après, je suis rentré en Algérie, je me suis présenté au tribunal et j'ai eu un non-lieu. J'ai peur pour moi et ma famille.»

«Je suis un homme d'affaires, pas un banquier»

L'intervention de Achour Abderrahmane est considérée comme phénoménale. En d'autres termes, il ne s'est pas limité à détruire seulement les chefs d'inculpation retenus à son encontre. Il a réussi également à «descendre» le rapport d'expertise avant même que ce dernier ne soit débattu à l'audience. «Je ne veux pas être un bouc émissaire dans une affaire dont je ne suis nullement responsable. L'affaire concerne la banque, pas Achour. Posez-leur la question sur le trou de 4 000 milliards enregistré à la fin des années 1990 ou encore sur les raisons qui ont poussé le commissaire aux comptes Cherchalli à ne pas certifier les exercices 2003 et 2004 de la BNA.»

Le représentant du ministère public tente de relancer le débat.

«Vous avez plusieurs sociétés qui étaient à l'origine de la création du groupe Achour. Réglementairement, vous avez constitué ce groupe dans le seul but de faire face à la concurrence extérieure. Or, pour votre cas, vous avez créé ces sociétés dans le seul but d'assurer vos transactions bancaires et détourner l'argent de la banque», lui rappelle l'avocat général. «Absolument pas, M. le juge. Mes sociétés sont opérationnelles. Elles sont opérationnelles comme le sont les filiales du groupe Sonelgaz. Il n'y a rien d'anormal dans cette affaire. Je suis un homme d'affaires, pas un banquier. Jamais les chèques que j'ai émis ne sont retournés débiteurs. Achour Abderrahmane est un homme d'affaires qui assure des prestations, qui paye ses impôts et qui respecte la réglementation de son pays.»

Plus d'un camion pour transporter 900 milliards

De l'avis de tous les observateurs, Achour Abderrahmane constitue une véritable énigme. Son passage à la barre a laissé l'assistance perplexe.

Des questions sont soulevées et des zones d'ombre sont restées entières. Avant lui, c'est son associé Aïnouche Rabah qui s'est livré au jeu des questions-réponses du tribunal.

Poursuivi pour quatre chefs d'inculpation, à savoir «appartenance à une association de

malfaiteurs, participation à la dilapidation de deniers publics, émission de chèques sans provision et falsification de documents officiels», le ministère public est arrivé à la conclusion selon laquelle «Aïnouche Rabah a mis à la disposition de Achour Abderrahmane ses sociétés, considérées comme fictives, pour réussir le détournement de 2 100 milliards de centimes de la BNA».

«Où sont passés les 900 milliards que l'agence de Bouzaréah a versés dans votre compte ?», lui demande le procureur. «La question doit être posée à Achour», rétorque Aïnouche, avant que le représentant du ministère public, ne lui demande : «De quelle manière avez-vous fait sortir cet argent ?»

«Vous savez très bien, M. le juge, qu'un semi-remorque de gros tonnage ne peut transporter une telle somme d'argent.

La question doit être posée à qui de droit».

En d'autres termes, l'avocat général est arrivé à la conclusion selon laquelle Aïnouche Rabah, associé à Achour Abderrahmane à hauteur de 10 % dans deux sociétés, en l'occurrence National A + et Prod Prom, est «complice dans le détournement de 2 100 milliards de la BNA».

Ceci dit, au moment où nous mettons sous presse, le tribunal criminel a entamé l'audition des témoins. Le débat du rapport d'expertise et le réquisitoire de l'avocat général constitueront à coup sûr les faits marquants de ce procès.

A. B.

COMITÉ DES CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE CCDR

Où est passé l'État ?

Des douaniers attaqués pour avoir poursuivi des contrebandiers. Des gendarmes harcelés par des énergunèmes, soutiens des trafiquants. En quelques semaines, malgré les grands coups portés par les forces de sécurité aux hordes terroristes islamistes, des militaires, des policiers et des civils sont abattus par les terroristes lors d'embuscades ou d'attaques de bases de vie.

Tout récemment, dix-huit gendarmes et deux civils sont sauvagement assassinés à quelques kilomètres d'un chef-lieu de wilaya : ils sont dépouillés de tout leur armement par ceux-là mêmes que le pouvoir continue d'appeler à une réconciliation nationale qui n'en finit plus et bientôt à une amnistie générale, alors qu'une justice aux ordres condamne à la peine capitale un moudjahid, chef patriote, pour avoir abattu un «repenti» qui le harcelait et le menaçait de mort tous les jours. Rackets sur les routes, enlèvements, l'insécurité est devenue quasi quotidienne.

Des citoyens livrés à eux-mêmes à Berriane, face à des institutions impuissantes. Des citoyens réduits à bloquer les routes pour faire entendre leurs légitimes doléances.

Entre-temps, l'Algérie se transforme peu à peu en plaque tournante de la drogue, et les harraga continuent dans leur désespoir à braver les flots et les lois coercitives pour des lendemains qu'ils espèrent meilleurs.

Des centaines d'Algériens fuyant leur pays, demandent l'asile aux pays européens.

Les détournements à coups de milliards se poursuivent, la corruption bat son plein, alors que le pouvoir organise un festival panafricain dont le coût exorbitant aurait sûrement été plus utile pour soulager en partie la misère d'une jeunesse désœuvrée.

En guise de prise en charge des problèmes et d'une vision prospective, l'Etat use et abuse de la répression.

Seule l'équipe nationale de football a su réveiller la flamme et la fibre patriotique aux fins fonds de l'Algérie profonde et fait reflourir l'emblème national au sein d'un peuple algérien qui, l'instant d'un bonheur, a oublié toutes les vicissitudes, les misères et le mépris qu'il subit au quotidien.

Mais où est donc passé l'Etat, mais où que sont donc devenues les belles promesses électorales ?

Alger, le 20/06/09, le Bureau national du CCDR

LE PROJET DEVRAIT ÊTRE LIVRÉ EN 2013

La Grande-Mosquée d'Alger ne changera pas d'emplacement

Pas de changement d'emplacement pour la Mosquée d'Alger. Le projet sera édifié comme prévu à Mohammadia. La nature très difficile du sol n'a pas dissuadé les pouvoirs publics. L'étude l'appel d'offres pour choisir une entreprise de réalisation sera lancée cet été. La livraison du projet est prévue pour 2013.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- Les risques sismiques, le milieu marin et la salinité sont autant d'aléas qui font que les études menées par le bureau allemand risquent de durer plus longtemps que prévu. L'étude géophysique est toujours en cours. Elle déterminera la nature des matériaux qui seront en mesure de résister aux différents aléas. Combien de temps durera-t-elle ? «Tout le temps qu'il faudra», dira le ministre des Affaires religieuses, épaulé par son collègue de l'habitat qui estime que, pour de grands projets, souvent le bon sens veut que les

études mettent plus de temps que celui imparti à la réalisation. Pourquoi ne pas changer tout simplement l'emplacement du projet ? Pour Nouredine Moussa, rien ne justifie une telle option car, explique-t-il «il existe de bons sols, des sols moyens et des sols mauvais. Pour chacun d'entre eux, il existe des solutions spécifiques. Il n'y a pas de sol inconstructible, il faut juste un dispositif technique adéquat. On ne peut pas préjuger de la qualité d'un sol avant d'avoir eu entre les mains les études». En dépit de la longueur des études en question, le ministre des

Affaires religieuses semble confiant quant au respect des délais. Il considère, en effet, qu'à l'heure actuelle, il n'est pas possible de parler de retard. Son département prévoit la finalisation du cahier des charges dès cet été. L'avis d'appel d'offres pour la sélection d'une entreprise de réalisation se fera au plus tard au mois d'août. La date prévue pour le démarrage effectif des travaux se situe aux alentours de la fin de l'année en cours, voire le début de l'année prochaine. La durée des travaux est estimée entre 36 et 40 mois avec une date de livraison aux alentours de 2013. Les entreprises nationales ne seront pas exclues de l'appel d'offres mais elles devront faire face à une rude concurrence internationale mais surtout se conformer à un cahier des charges qui, dit-on, sera très strict

concernant le choix de matériaux et des techniques de construction. Le processus de sélection sera certainement aussi laborieux que celui qui avait concerné le bureau d'étude.

C'est Bouteflika en personne qui a dû trancher, soulevant une vive polémique. Un comité d'experts avait été par la suite mis en place. Il s'était réuni à trois reprises avec le bureau d'étude allemand retenu à l'issue d'un avis d'appel d'offres pour la réalisation du plan de la Mosquée d'Alger en vue de lui proposer des modifications et des réaménagements de certains aspects du projet suite à l'esquisse présentée par ce même bureau. Une esquisse qui, rassure le minstre des Affaires religieuses, correspond totalement aux attentes des décideurs.

N. I.